

Il appartient au ministre des Finances de régler le problème, ainsi qu'à tous les autres responsables. C'est à nous qu'il incombe de régler ce problème, qui en est un d'économie plutôt que de pollution.

Tout le monde sait que les ingénieurs, les matériaux et les moyens techniques de toutes sortes sont disponibles pour régler le problème de la pollution, mais qu'il est impossible de trouver les capitaux nécessaires pour atteindre cette fin.

C'est à cet aspect du problème qu'il faut s'attaquer, afin de trouver les moyens de corriger la situation, de purifier les problèmes qui ne sentent pas bon.

Au fait, ces problèmes ne sont pas d'aujourd'hui; ils existent depuis longtemps. On parle de pollution depuis des années, dans cette enceinte, mais on ne prend pas beaucoup de mesures efficaces en vue de l'enrayer.

Le gouvernement devrait créer les crédits nécessaires, et ce à un taux d'intérêt raisonnable, en vue de financer ces projets et en confier l'exécution aux provinces et aux municipalités, qui sauront prendre leurs responsabilités.

• (9.00 p.m.)

Voilà, monsieur le président, où nous devons nous orienter pour régler le problème économique que nous étudions depuis longtemps. Nous ne l'avons jamais réglé, nous l'avons toujours «pollué» davantage. Plus ça va, moins ça sent bon; plus ça va, plus c'est pollué. Plus ça va, plus les citoyens sont endettés et taxés. On taxe les citoyens, taxe sur taxe, impôt sur impôt, pour payer l'administration de ministères qui n'ont jamais rien réglé. Il y a assez de gens qui ne font rien au ministère des Finances. S'ils ont la capacité de faire quelque chose, ils n'en ont pas la possibilité, parce que l'honorable ministre des Finances (M. Benson) ne répond pas aux aspirations et aux demandes des autres ministères.

Si nous voulons étudier la question sérieusement, en hommes qui savent ce qu'ils ont à faire et où ils vont, nous trouverons la solution.

Monsieur le président, c'est encore le système financier qui est arriéré, qui est pollué à l'extrême, et plus le temps avance, plus les gouvernements donnent de contrôle aux financiers qui polluent davantage l'économie du pays.

Le système actuel est bon pour une petite partie de la population qui s'enrichit aux dépens de l'autre. Si l'on considère la capitalisation, on constate que les grandes institutions font des réserves de toutes sortes, réserves secrètes ou semi-secrètes. Elles veulent camoufler leurs manœuvres. Au fait, elles y ont engagé des milliards et ne veulent en laisser sortir un sou, car leurs investissements rapportent un intérêt de 10, 12, 15 ou 20 p. 100. C'est l'exploitation de la population, et l'on administre en vue de continuer cette pollution, cette exploitation qui égorge tous les citoyens, qui met tout le monde sur le même pied, sauf le petit nombre à qui l'affaire profite. C'est là que le problème existe, et tant et aussi longtemps que nous ne trouverons pas le moyen de le régler, il est inutile de créer de nouveaux ministères.

Monsieur le président, tout le monde se plaint de la pollution de l'air, de la pollution de l'eau, de la pollution de la nourriture, de la pollution terrestre, de la pollution intellectuelle, de la pollution sexuelle, de la pollution de l'éducation et, enfin, de la pollution spirituelle. La pollution en est rendue là.

[M. Latulippe.]

Disons qu'il y a un peu de vrai dans tout cela, mais sachons aussi qu'il y a surtout beaucoup de faux. La seule pollution qui est à craindre, monsieur le président, c'est la pollution des esprits, la pollution de notre intelligence et surtout la pollution de l'intelligence des ministres, qui ont le contrôle de l'économie nationale, des personnes, des familles, des corporations, bref, de toutes les choses qui composent notre pays, le Canada.

Je dis encore une fois que la plus grande pollution, celle qui cause le plus de malaise dans notre pays, c'est la pollution des intelligences, qui est à la source de toute la pollution qui se manifeste dans la nature. Regardons-y de près.

Au mois de janvier 1971, un article publié dans *La Presse* de Montréal traitait de la pollution. Le président de la Banque de Montréal, un des plus influents personnalités de l'économie canadienne depuis de nombreuses années, celui qui connaît peut-être le mieux l'économie canadienne, directeur de plusieurs grandes compagnies canadiennes mettait le public en garde contre l'adoption inopinée de nos lois malvenues. Au fait, il disait, et je cite:

Les Canadiens devront renoncer à l'abondance pour remédier au coût de la pollution.

Oui, monsieur le président, il faudra se serrer davantage la ceinture devant cette immense abondance, devant cet immense progrès technique, et se garder de toucher à cette abondance en vue de régler le problème de la pollution.

Si nous sommes capables, aujourd'hui, de nous rendre sur la lune pour voir s'il y pousse du foin, nous sommes certainement capables de régler le problème de la pollution, qui est loin d'être comparable à celui d'un voyage à la lune.

Il faut toujours utiliser des grands mots miracles pour retenir l'attention du public sur des problèmes imaginaires, pour l'empêcher de retirer les bénéfices de sa production.

On parle d'inflation au Canada, de chômage, de pauvreté; de plus, on parle de pollution pour embêter le public avec les grands problèmes imaginaires, les «bons-hommes sept heures», les croque-mitaines qui font peur aux enfants, pendant que les millionnaires, les multimillionnaires, les présidents, directeurs et actionnaires des grandes banques et compagnies s'engraissent, s'empiffrent de plus en plus, chaque année, dans une proportion dépassant 40 p. 100, à même les résidus de la production de tous les citoyens du Canada.

Monsieur le président, les principaux ministères, ici, au Parlement, sont des marionnettes dociles qui gesticulent à qui mieux mieux, devant un Parlement abasourdi par la pollution. Leur ignorance, feinte ou réelle, est rapportée le lendemain dans tous les journaux, et ils cachent au public les réformes administratives possibles. Il suffirait pourtant de rétablir un équilibre économique national convenable à l'avantage de tous les citoyens, sans en oublier un seul.

C'est là, monsieur le président, que nous devons intervenir. C'est dans le domaine économique et humain que nous devons travailler, nous servant de la personne humaine comme base, pour faire bénéficier tous les Canadiens de cet immense progrès.

Si les Canadiens ont été capables de se polluer, ils sont certainement capables de se dépolluer, à mon sens.